MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2024-98** **08/02/2024**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 20

Objet : Appel à candidatures - Mobilité fil de l'eau_Opérateurs/MAD (ASP; FAM; ODEADOM; ONF; INAO; IFCE; CL; ONF; Eramus; MAEI; DPFM) 20 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

-1 poste de chef.fe de projet AMOA
Date limite de candidature : 08/03/2024

-1 poste de Product manager
Date limite de candidature : 08/03/2024

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 08/03/2024

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 29/02/2024

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe de pôle programmes opérationnels
Date limite de candidature : 29/02/2024

- 1 poste de chef.fe de pôle
Date limite de candidature : 29/02/2024

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe de pôle carrières.
Date limite de candidature : 06/03/2024

Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer :

- 2 postes de contrôleur.euse
Date limite de candidature : 05/03/2024

- 1 poste de chef.fe de projet « grandes cultures »
Date limite de candidature : 20/02/2024

Office national des forêts :

- 1 poste d'adjoint.e au directeur
Date limite de candidature : 29/02/2024

- 1 poste de chef.fe du département finances et contrôles de gestion
Date limite de candidature : 01/03/2024

- 1 poste de chef.fe du département pilotage de l'exécution
Date limite de candidature : 01/03/2024

Institut National de l’Origine et de la Qualité :

- 1 poste de directeur.rice adjoint.e
Date limite de candidature : 29/02/2024

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé.e de mission « restauration des zones humides »
Date limite de candidature : 27/02/2024

Institut français du cheval et de l'équitation

- 1 poste de contrôleur.euse identification et traçabilité sanitaire
Date limite de candidature : 06/03/2024

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI : Agence Erasmus + France / Education Formation

- 1 poste de chargé(e) de mission – enseignement et formation professionnels, Enseignement scolaire, éducation des adultes
Date limite de candidature : 08/03/2024

Mise à disposition auprès de FranceAgriMer, au sein de la Mission des Affaires Européennes et Internationales :

- 1 poste de chef.fe de l’Unité Commission Internationale et Politique Agricole Commune
Date limite de candidature : 22/02/2024

Délégation à la protection de la forêt méditerranéenne (DPFM):

- 1 poste de chargé.e de mission auprès de la délégation de la protection de la forêt méditerranéenne
Date limite de candidature : 08/03/2024

GIP ECOFOR :
- 1 poste de Directeur.trice adjoint.e du GIP ECOFOR
Date limite de candidature : 22/02/2024

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Chef de projet AMOA Innovation

L15235

(H/F)

Localisation : Limoges

Statut : Ouvert :
- aux titulaires de cat. A
- aux contractuels (CDD 36 mois max)

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : BAC + 5

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Au sein d'une équipe, le chef de projet assure la responsabilité de projets innovants et variés contribuant à la modernisation de l'agence, à son efficience et à celle des usagers dans leurs démarches. Les applications de gestion front et back office chargées de la distribution des aides dans les politiques publiques de l'environnement, de la solidarité et de l'emploi, constituent le champ d'application de ces innovations.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie….
Vous intégrerez le Service Ingénierie et Pilotage des Projets Informatiques (SI2PI), en charge de la maitrise d'ouvrage opérationnelle et de l'assistance à maitrise d'ouvrage des téléservices, des outils de gestion et de paiement des aides publiques.

MISSIONS

PILOTAGE DE PROJETS

- Assurer la responsabilité de chef de projet sur les projets transverses de la direction
- Piloter des projets expérimentaux dans le domaine de l'Innovation
- Rendre compte régulièrement
- Travailler en mode collaboratif et en transparence avec des équipes pluridisciplinaires
- Communiquer avec un sens didactique sur les projets d'innovation
- Contribuer à l'élaboration des marchés publics publiés par le service sur les thématiques relevant de son champ de compétences.
- Assurer le rôle de référent sécurité des applications de la direction

PARTICIPATION AUX CHANTIERS DE L'AGENCE

- Accompagner les chefs de projet et product owner des applications de gestion dans la généralisation des process de dématérialisation (Identité numérique, API, relations usagers, …)
- Participer aux chantiers innovants interministériels et assurer une relation de proximité avec les interlocuteurs

- Participer aux travaux du laboratoire du numérique de l'ASP
- Participer à l'amélioration ou la mise en place de processus par la proposition de solutions innovantes et opérationnelles
- Assurer la veille et le suivi de toute innovation susceptibles d'améliorer et/ou d'automatiser les processus de gestion, les démarches des usagers, la lutte anti-fraude, la sécurisation des systèmes

CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :

- les ministères (du travail, des solidarités et de la santé, de la transition Ecologique,..),
- la Direction Interministérielle du Numérique (DINUM),
- les partenaires de l'ASP,
- la direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI),
- les services de la direction et les directions régionales de l'établissement.

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

- Maîtrise de la suite bureautique Office
- Connaissances du travail en mode projet
- Connaissances liées à la modélisation d'un processus
- Maitrise des techniques de rédaction et de production de la documentation
- Maitrise de l'organisation et de la planification de travaux
- Connaissances des aides nationales, régionales et européennes (emploi, formation professionnelle…)

SAVOIR-FAIRE

- Autonomie
- Curiosité
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Réactivité
- Sens des responsabilités
- Capacité d'écoute
- Etre force de proposition
- Forte aptitude à la communication
- Capacité à diagnostiquer, gérer les problèmes
- Capacité à alerter et partager

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

DRH - Pôle acquisition des talents

mobilite@asp-public.fr

Christine NEEL-AHOUNOU

christine.neel-ahounou@asp-public.fr

Chef du service SI2PI
DIREEPS

Mission administrative et financière

DIREEPS-MAF@asp-public.fr

DIREEPS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Product manager dans le programme CALYPSO
H/F

L15249

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire cat. A.
Ouvert aux contractuels (CDI de la fonction publique)

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac +5

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

En tant que Product manager de produits (projets informatiques) dans le domaine Emploi, vous travaillerez sur le projet de refonte des applications du Système d'information. Vous travaillez avec le directeur fonctionnel et le business owner à définir la vision métier du produit à partir de la stratégie d'entreprise

Vous serez en charge de co-construire la roadmap avec les différents Product Owners, les pilotes métiers et l'architecture d'entreprise pour la dérouler.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie….
Vous intégrerez le service ingénierie et pilotage des projets informatiques (SI2PI). Ce service a en charge la maitrise d'ouvrage opérationnelle et l'assistance à maitrise d'ouvrage des téléservices, des outils de gestion et de paiement des aides publiques.

MISSIONS

- Identifier et comprendre les besoins des clients, collaborateurs, partenaires
- Comprendre le contexte ASP, le contexte métier et technique de la solution avec le BO, la recherche de Valeur et le ROI
- Communiquer la vision du programme, du Produit, pour créer l'adhésion des équipes
- Soutenir les Agile teams du train de livraison (ART) dans la livraison de la valeur à travers le Program Backlog, le Programme Kanban et le pipeline de livraison continue.
- Concevoir, construire de manière itérative et centrée client les initiatives
- Rédiger les hypothèses de bénéfices et les critères d'acceptation
- Déterminer et communiquer l'ordre des priorités et fixer les dates de Release en collaboration avec les PO
- Animer et soutenir l'exploration continue au niveau du Train
- Partager la vision métier, répondre aux sollicitations des PO et équipes Agile pour clarifier les Epics
- Participer à tous les rituels du train
- S'assurer de la production des indicateurs traduisant la valeur générée et les suivre
- Tirer des enseignements des Démos pour collecter, intégrer les retours et mieux répondre aux besoins

- Valider les Epics produites
- Coordonner sa roadmap avec les autres programmes de l'entreprise et gérer les dépendances fonctionnelles
- Garantir de la cohérence fonctionnelle du programme
- être responsable du Backlog Programme
- Faire le product discovery

CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :
- la Direction du Numérique et des Systèmes d'Information,
- les ministères,
- les services de la DIREEPS,
- les partenaires de l'ASP,
- les directions régionales de l'établissement.

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

- Méthodes Agiles, Scrum, Product Management
- Pilotage de projets informatiques
- Sens des responsabilités
- Maîtrise des outils bureautiques
- Connaissance des politiques publiques de l'emploi serait un plus

SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'écoute
- Leadership, capacité à fédérer
- Animation d'équipe
- Capacité à communiquer
- Capacité à négocier
- Aptitudes à la prise de décision
- Capacité de synthèse
- Capacité d'analyse
- Capacité à alerter, rendre-compte, partager
- Créativité, sens de l'innovation
- Sens des relations humaines
- Capacité à anticiper
- Force de proposition
- Savoir diagnostiquer et gérer les problèmes
- Réactivité

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Tél : 05 55 12 00 72
mobilite@asp-public.fr

Christine NEEL-AHOUNOU,
Tél : 05 55 12 06 78
christine.neel-ahounou@asp-public.fr

Chef de service
DIREEPS

Mission administrative et financière
direeps-maf@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

CENTRE-VAL DE LOIRE

Gestionnaire instructeur liquidateur

Service territorial FranceAgriMer Centre-Val de Loire

N° appel à candidature : 23676	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des SA**
Filière d'emploi : 7 – Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** ORLEANS (45042)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

La direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, échelon régional déconcentré du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire accueille au sein de son service régional de l'économie agricole et rurale (SREAR) le service territorial de FranceAgriMer. Celui-ci comprend 10 agents, répartis au sein de deux pôles, qui exercent différentes missions relatives au suivi et au soutien des filières agricoles végétales et animales.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Ce poste est basé à la DRAAF à Orléans.

L'agent exercera ses missions pour 50% pour le pôle gestion des aides et sécurisation des processus et 50% pour le pôle accompagnement des filières et des exploitations au sein de l'unité « aval céréales-grandes cultures ». Il sera sous la responsabilité administrative du chef de l'unité « aval céréales-grandes cultures ».

Objectifs du poste

Instruire les demandes d'aval déposées par les coopératives et négociants de céréales et assurer le contrôle des collecteurs déclarés et avalisés.

Assurer la gestion et le suivi des dossiers d'aide de FranceAgriMer concernant la mesure européenne investissement de l'OCM viticole pour la région Centre-Val de Loire et ponctuellement des dossiers d'aide de crise.

Gestion de l'AVAL :
- contribuer à l'instruction des demandes d'aval déposées par les coopératives et négociants de céréales en assurant la saisie et la vérification des données comptables et financières dans l'outil DEFI, en appuyant le chef d'unité dans le classement des entreprises, l'analyse des dossiers et la proposition de régime d'aval et en assurant la saisie des différentes étapes de l'instruction dans l'application aval,
- exercer le contrôle des collecteurs de céréales déclarés et avalisés (contrôles « obligations collecteur », contrôles de trésorerie, contrôle des stocks).

Gestion des dossiers d'investissement de l'OCM viticole, mesure investissement :
- instruction des demandes d'aides,
- instruction des cautions,
- instruction des demandes de paiement,
- relations avec les contrôleurs du service territorial,
- relations avec les gestionnaires et l'unité investissement viti-vinicole de FranceAgriMer à Montreuil,
- suivi des tableaux de bord,
- suivi des processus.

Gestion des dossiers d'aide de crise (instruction, liquidation) :
- instruction des demandes d'aides,
- instruction des demandes de paiement,
- relations avec les gestionnaires et l'unité investissement viti-vinicole de FranceAgriMer à Montreuil,
- suivi des tableaux de bord,
- suivi des processus.

Relations fonctionnelles du poste :

- Relations permanentes avec les bénéficiaires des aides,
- Collecteurs et négociants de la filière céréalière, organisations de producteurs, producteurs et exploitants agricoles, etc.
- Relations continues avec les services gestionnaires des aides et les référents à Montreuil,
- Relations continues avec les chargés de missions filières de la DRAAF.

Compétences requises pour le poste :

- Connaissances du milieu professionnel agricole et notamment des filières céréalières et viticoles,
- Aptitude à travailler sur des logiciels métiers et bureautiques (WORD et EXCEL),
- Capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelle,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Notions en comptabilité des entreprises, • Notions sur l'instruction des demandes d'aides	• Sens du contact et du relationnel, • Aptitude à travailler en équipe, • Rigueur, capacité à rendre compte, • Capacité d'adaptation et autonomie, • Gestion des priorités • Application des instructions et réglementations, • Permis voiture obligatoire et déplacements à prévoir (avec découchers éventuels)

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature d'un agent contractuel

Contraintes du poste :

Déplacements possibles. Poste pouvant nécessiter d'accéder à des installations en hauteur (silos).

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Jean JACQUEZ, chef de l'unité « aval céréales-grandes cultures »
Jean.jacquez@franceagrimer.fr – Tél : 02.38.77.41.40

Hélène RENAUT, chef de pôle gestion des aides et sécurisation des processus (OCM viticole)
helene.renaut@agriculture.gouv.fr – tél : 02.38.77.41.35

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 08 mars 2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire Instructeur(trice) liquidation programmes opérationnels

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 23702	**Catégorie :** B
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **2 si corps des secrétaires administratifs ou des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Indiquer : **Poste susceptible d'être vacant**	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Au sein d'un pôle de 4 personnes sous la responsabilité d'un cadre, gérer dans le respect des dispositions règlementaires un portefeuille d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel.
Instruire l'agrément de leurs programmes opérationnels.
Instruire, liquider et ordonnancer leurs demandes d'aides aux fonds opérationnels.

Missions et activités principales :

pour chacune des organisations de producteurs de son portefeuille :

- agréer le programme opérationnel et ses modifications
- instruire les demandes de paiement, liquider et ordonnancer les aides financières (acompte, avance et solde)
- Rédiger des notes, courriers à destination des bénéficiaires et de l'agence comptable
- Etre l'interlocuteur privilégié des organisations de producteurs

Rendre compte de son activité à son responsable de pôle ou chef d'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : agents de l'unité, agence comptable, contrôleurs
- En externe : organisations professionnelles du secteur des fruits et légumes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- La connaissance de la règlementation communautaires (politique agricole commune) serait un plus.
- Connaissance de l'environnement professionnel
- La connaissance de l'organisation de la filière serait un plus
- Un tutorat sera réalisé

Savoir-faire / Maîtrise

- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Capacités rédactionnelles
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Capacité à faire remonter les difficultés

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 2

Contraintes du poste :

RAS. Télétravail possible

Poste clé[1] :	Oui Non x

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels
☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilité@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/02/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle programmes opérationnels

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 23701	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement ou attaché d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Il organise et supervise le travail de son équipe.
Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses en plus de la gestion de son équipe.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels
- Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer la cheffe d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour toute autre mission déléguée
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes opérationnels
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Etre référent sur des activités transverses à l'unité
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, organisations de producteurs et familles professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé en cas de candidature de contractuel

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels
☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/02/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels, pêche et promotion / Unité Pêche

N° appel à candidature : 24718	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement ou des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7- Economie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir..

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le secrétariat d'Etat à la Mer, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il gère plusieurs dispositifs d'aides tant dans la sphère agricole que dans celle de la pêche et de l'aquaculture.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

La Direction des Interventions est chargée de gérer des mesures d'aide européennes et des dispositifs nationaux d'accompagnement. Une partie de ces aides et dispositifs relève du secteur de la pêche et de l'aquaculture et est gérée par une entité dédiée : l'unité « pêche ».

Cette unité est composée de façon pérenne de neuf personnes, son périmètre d'intervention s'accroit et elle utilise si nécessaire du personnel temporaire. L'unité pêche intervient en particulier sur une vingtaine de mesures européennes relevant du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA), dans le domaine de la pêche maritime et de l'aquaculture. Elle y instruit les demandes d'aide et de paiement déposées par les bénéficiaires d'aide. L'unité gère également d'autres dispositifs d'accompagnement de la filière pêche et aquaculture à partir de fonds nationaux (écolabel pêche durable, fonds de cautionnement pour les achats de la pêche, aides spécifiques nationales notamment plan de relance et plan cétacés, …).

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge de l'instruction des dossiers de demande d'aide et de paiement notamment sur le dispositif FEAMPA. Il organise et supervise le travail de son équipe.
Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses en plus de la gestion de son équipe.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe d'au moins deux 2 agents, en particulier pour l'instruction et la liquidation des dossiers aquacoles (investissements, communication métier, planification et surveillance sanitaire) du FEAMPA
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur les mesures aquacoles du FEAMPA
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Etre référent en particulier sur les mesures FEAMPA aquacoles et les aides à l'investissement de l'Unité Pêche
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégué filière pêche, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, organisations professionnelles aquacoles, professionnels de l'aquaculture,

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique commune des pêche seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée	• Rigueur dans la mise en œuvre de procédures • Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé

Contraintes du poste :

Néant

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels, pêche et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Maïwen FURET, cheffe de l'unité pêche
☎ : 01 73 30 23 97 ✉ : maiwen.furet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/02/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint(e) à la cheffe du pôle Carrières

Secrétariat général/SRH/pôle Carrières

N° appel à candidature : 24724	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4.1 si IAE, 4 si AAE**
Filière d'emploi : Ressources humaines	
Poste vacant	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les attachés d'administration sont affectés.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche./de la pêche et de la souveraineté alimentaire.

Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner les projets économiques des filières (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..).

FranceAgriMer regroupe près de 1.000 collaborateurs, répartis au siège de l'établissement à Montreuil, dans les délégations nationales de Libourne (33), La Rochelle (17) et Volx (04) ainsi qu'au sein des 13 directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) constituant l'échelon territorial.

Le service des ressources humaines est un des services du Secrétariat général. Il est organisé en 4 pôles et compte une trentaine d'agents.

Le service des ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec celui du ministère en charge de l'agriculture.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le pôle carrière est plus particulièrement chargé de la gestion de carrière et de proximité des agents. Il gère l'ensemble des situations individuelles et des positions administratives des agents quel que soit leur statut. Il assure, notamment, le suivi des mobilités, des avancements et des promotions des agents.

Objectifs du poste

Aux côtés de la cheffe du pôle, encadrer les agents chargés de la gestion administrative des carrières des agents.

Participer au maintien et au développement des compétences des agents du pôle et assurer le traitement de situations individuelles et collectives.

Missions et activités principales :

- Assurer l'intérim de la cheffe du pôle,
- Participer à la planification des tâches et activités assurées par les gestionnaires,
- Contribuer au renforcement du contrôle interne du pôle (analyse de risque, conformité réglementaire des actes, rédaction de procédures, modalités de supervision…),
- Superviser l'instruction des contrats de recrutement des personnels contractuels,
- Superviser l'instruction de la prise en charge, par l'Etablissement, des agents fonctionnaires,
- Répondre aux sollicitations des agents fonctionnaires et contractuels et les informer sur les dispositions statutaires et règlementaires les concernant,
- Participer au pilotage des procédures collectives (changement de corps et avancement de grade),
- Participer aux autres travaux du service.

Relations fonctionnelles du poste :

Directions et agents de l'Etablissement, y compris des services territoriaux,

Agents du SRH et agents du service des ressources humaines du MASA, homologues des autres établissements

Contrôle budgétaire et comptable ministériel (CBCM)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du contrôle interne et du système de management de la qualité (notamment ISO 27001)
- Connaissance du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers
- Connaissance de la réglementation relative à la gestion des agents (congés, maladies…) et de leur carrière
- Connaissance de l'établissement et de ses missions

Savoir-faire / Maîtrise

- Faire preuve de rigueur et d'initiative
- Savoir communiquer
- Savoir rédiger des procédures
- Faire preuve de curiosité
- Savoir rendre compte et faire preuve d'autonomie et de créativité
- Animer, encadrer, motiver une équipe
- Prévenir et gérer les situations sensibles

Diplôme – Expérience professionnelle

Une expérience dans les domaines des RH est requise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Catherine TERTEREAU, cheffe du pôle Carrières
catherine.tertereau@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.21.65

Philippe LE FAUCHEUR, chef du service des ressources humaines
philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr –. Tél : 01.73.30.24.00

Karine FAVRE-DANNE, adjointe au chef du service des ressources humaines
karine.favre-danne@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.24.19

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. Le site dispose d'un parking sécurisé pour les vélos, les trottinettes et les voitures.

Le site de Montreuil est entièrement accessible aux personnes à mobilité réduite et dispose en outre d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité et dans la limite de 3 jours par semaine.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que de places dans une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 6 mars 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Contrôleur(euse)

L'ODEADOM, Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer, est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. L'office est organisme payeur pour la plus grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer, il est représenté au niveau de chacun des départements d'Outre-mer par les préfets et leurs services (DAAF). Il compte 41 agents, tous basés à Montreuil (93) et gère 350 M€ d'interventions par an au bénéfice des Outre-mer.
Il intervient pour les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion ainsi que pour Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

VOS MISSIONS

Au sein du service des contrôles et du suivi des audits (composé de 6 personnes), les missions du contrôleur(euse) sont les suivantes :

- Contrôles sur place
  Organisation et préparation des missions de terrain depuis le siège (la grande majorité des contrôles a lieu en Outre-mer)
  Sur place : visites d'exploitations et/ou d'entreprises et/ou de coopératives, analyse de documents et de données dans le respect des guides de procédure
  Rédaction des comptes-rendus de contrôle et des rapports de contrôle le cas échéant dans des délais déterminés au préalable
  Sur demande des services gestionnaires, contribution à l'analyse des réponses des bénéficiaires dans le cadre des procédures contradictoires

- Contribution à la valorisation des contrôles et à l'évolution des guides de procédure

OBJECTIFS DU POSTE

Au sein du service des contrôles et du suivi des audits (composé de 6 personnes), contrôler les différentes aides accordées dans le cadre du Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité (POSEI) (soit un total de 350 millions d'euros par an)

Fonctionnaire Catégorie : A
Cotation RIFSEEP : 4
Cotation parcours professionnel : 1

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

L'ensemble des services de l'ODEADOM
Les bénéficiaires des mesures d'aide (agriculteurs, entreprises et organisations professionnelles)
Services des 5 DAAF des départements d'Outre-mer

SAVOIR

- Connaissance générales dans le domaine agricole
- Connaissance en comptabilité
- Maîtrise des outils bureautiques de base (traitement de texte et tableur)
- Notions juridiques (réglementation européenne, droit français)
  Des formations pourront le cas échéant être proposées

SAVOIR-FAIRE

- Capacité rédactionnelle, d'analyse et de synthèse
- Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
- Autonomie, réactivité, capacité d'adaptation et d'organisation, notamment dans le cadre des missions
- Goût du contact
- Disponibilité (environ 6 missions de 2 semaines en moyenne par an)
- Permis B obligatoire

CONDITIONS DE TRAVAIL

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

L'ODEADOM

https://www.odeadom.fr/
https://www.linkedin.com/company/odeadom

ODEADOM
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 60006
93555 MONTREUIL CEDEX

NOUS CONTACTER :

Patricia Remond, cheffe du service contrôles et du suivi des audits
patricia.remond@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 50

Valérie Gourvennec, directrice adjointe
valerie.gourvennec@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 44

David Batista, secrétaire général
david.batista@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 78

Poste vacant à compter du 1er mai 2024
Date limite de candidature : 05/03/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon

Contrôleur(euse)

L'ODEADOM, Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer, est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. L'office est organisme payeur pour la plus grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer, il est représenté au niveau de chacun des départements d'Outre-mer par les préfets et leurs services (DAAF). Il compte 41 agents, tous basés à Montreuil (93) et gère 350 M€ d'interventions par an au bénéfice des Outre-mer.
Il intervient pour les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion ainsi que pour Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

VOS MISSIONS

Au sein du service des contrôles et du suivi des audits (composé de 6 personnes), les missions du contrôleur(euse) sont les suivantes :

- Contrôles sur place
  Organisation et préparation des missions de terrain depuis le siège (la grande majorité des contrôles a lieu en Outre-mer)
  Sur place : visites d'exploitations et/ou d'entreprises et/ou de coopératives, analyse de documents et de données dans le respect des guides de procédure
  Rédaction des comptes-rendus de contrôle et des rapports de contrôle le cas échéant dans des délais déterminés au préalable
  Sur demande des services gestionnaires, contribution à l'analyse des réponses des bénéficiaires dans le cadre des procédures contradictoires

- Contribution à la valorisation des contrôles et à l'évolution des guides de procédure

OBJECTIFS DU POSTE

Au sein du service des contrôles et du suivi des audits (composé de 6 personnes), contrôler les différentes aides accordées dans le cadre du Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité (POSEI) (soit un total de 350 millions d'euros par an)

Fonctionnaire Catégorie : A
Cotation RIFSEEP : 4
Cotation parcours professionnel : 1

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

L'ensemble des services de l'ODEADOM
Les bénéficiaires des mesures d'aide (agriculteurs, entreprises et organisations professionnelles)
Services des 5 DAAF des départements d'Outre-mer

SAVOIR

- Connaissance générales dans le domaine agricole
- Connaissance en comptabilité
- Maîtrise des outils bureautiques de base (traitement de texte et tableur)
- Notions juridiques (réglementation européenne, droit français)
  Des formations pourront le cas échéant être proposées

SAVOIR-FAIRE

- Capacité rédactionnelle, d'analyse et de synthèse
- Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
- Autonomie, réactivité, capacité d'adaptation et d'organisation, notamment dans le cadre des missions
- Goût du contact
- Disponibilité (environ 6 missions de 2 semaines en moyenne par an)
- Permis B obligatoire

CONDITIONS DE TRAVAIL

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

L'ODEADOM

https://www.odeadom.fr/
https://www.linkedin.com/company/odeadom

ODEADOM
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 60006
93555 MONTREUIL CEDEX

NOUS CONTACTER :

Patricia Remond, cheffe du service contrôles et du suivi des audits
patricia.remond@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 50

Valérie Gourvennec, directrice adjointe
valerie.gourvennec@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 44

David Batista, secrétaire général
david.batista@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 78

Poste vacant
Date limite de candidature : 05/03/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon

Chef(fe) de projet Grandes Cultures

L'ODEADOM, Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer, est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. L'office est organisme payeur pour la plus grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer, il est représenté au niveau de chacun des départements d'Outre-mer par les préfets et leurs services (DAAF). Il compte 41 agents, tous basés à Montreuil (93) et gère 350 M€ d'interventions par an au bénéfice des Outre-mer.
Il intervient pour les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion ainsi que pour Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

VOS MISSIONS

Etude d'impacts des évolutions des processus de gestion des aides européennes (adaptations règlementaires et accompagnement au changement)

Appui à l'ingénierie de projets informatiques en lien avec les évolutions sur les applicatifs dédiés

Pris en considération des observations formulées lors des audits européens et nationaux

Participation à la mise à jour du guide de procédures

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

Ministères (ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, ministère des outre-mer)

Prestataires informatiques

Bénéficiaires des mesures d'aide

Services des DAAF (Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'outre-mer)

OBJECTIFS DU POSTE

Le/la chef(fe) de projet appuie le chef de pôle des aides POSEI sur l'évolution des processus gestion et sur l'adaptation de la règlementation et des applicatifs informatiques dédiés

Catégorie A (cadre)
Niveau Licence/diplômes équivalents
CDD de 6 mois renouvelable

SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'analyse et d'évaluation des processus
- Aptitude à l'accompagnement au changement
- Appétence pour les sujets informatiques
- Capacité à travailler en réseau
- Capacité rédactionnelle
- Sens du contact

NOUS CONTACTER :

David Batista, secrétaire général
david.batista@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 63 et 06 33 51 00 48
Valérie Gourvennec, directrice adjointe
valerie.gourvennec@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 44 et 06 85 01 98 16
Laurence Grassart, cheffe du service grandes cultures
laurence.grassart@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 73 et 06 28 79 58 80
Sandrine Chevillon, adjointe à la cheffe de service grandes cultures
sandrine.chevillon@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 65 et 07 64 20 58 31

https://www.odeadom.fr/
https://www.linkedin.com/company/odeadom

ODEADOM
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 60006
93555 MONTREUIL CEDEX

Date limite de candidature le 20/02/2024

/

Ministère de l'agriculture
et de la souveraineté alimentaire

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Direction territoriale Grand Est
Agence de Meurthe et Moselle

Intitulé du poste : Adjoint au directeur

N° du poste : 25 100 **Catégorie : A** **Résidence administrative : 5 rue Girardet 54000 NANCY**	
Classement du poste	**A3**
Poste vacant – A pourvoir immédiatement.	
Présentation de l'environnement professionnel	La direction territoriale Grand Est contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 13 agences territoriales (avec 91 unités territoriales) et 3 agences spécialisées (avec 18 unités de production) qui regroupent 2500 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 60% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est. L'agence Meurthe-et-Moselle gère 35 000 ha de forêts domaniales et 77 000 ha de forêts communales appartenant à 517 collectivités. L'agence dispose de 111 postes répartis au sein de 7 UT et de 4 services fonctionnels implantés sur 3 sites (Bois de Haye, Lunéville et Nancy).
Objectifs du poste	Les conclusions de l'audit mené en 2022 sur l'Agence 54 ont révélé la complexité des dossiers présents notamment liés 1- à la gestion du dossier sur le devenir du parc de Haye : Interface sur le dossier du Parc de Haye (zone d'activité, Parc de loisirs, Campus) l'Agence 54 se voit confier la représentation de l'ONF dans les relations avec les entreprises sur site, les collectivités et la préfecture. L'histoire du site, ses caractéristiques et les potentialités de ce Parc obligent à mobiliser un large éventail de compétences pour finaliser les opérations en cours et à venir dans l'intérêt de l'Etat 2- au dialogue forêt-société : aujourd'hui le département de la M&M, dont notamment ses forêts péri-urbaines et zones touristiques croissantes (Haye, Pierre-Percée, Puvenelle, Mondon…) voit sa fréquentation des massifs forestiers en augmentation constante par les différents usagers. Par ailleurs, les associations, qu'elles soient sportives comme environnementales, sont de plus en plus exigeantes et intrusives sur les attentes en matière forestière. Afin de permettre aux différents usagers et associations de comprendre les multiples activités présentes dans le milieu forestier, la construction et l'animation d'espaces d'échanges, d'évènements visant à promouvoir l'espace forestier sont devenus une nécessité pour permettre notamment aux personnels de l'ONF d'accomplir leurs missions. Ainsi, le rôle de l'ONF est-il primordial notamment dans le travail d'élaboration d'outils tels que la charte forestière de la forêt de Haye, plan de communication.

	Aux côtés du directeur d'agence, l'adjoint participera activement au maintien d'un niveau de partenariat élevé avec l'ensemble des acteurs du territoire tout en étant associé au pilotage de l'Agence pour la mise en œuvre de son contrat d'objectifs.
Description des missions **Champ relationnel du poste**	Sur l'axe Gestion dossiers de la forêt de Haye : - En lien étroit avec les services IMMO & VALPAT : - Assure le suivi courant de la zone de Haye - Suit la régularisation des situations foncières restantes, - Recherche les pistes de solutions à proposer aux collectivités et prépare les documents de synthèse à destination des services spécialisés - Représente ou assiste en cas de besoin, le directeur d'Agence lors des réunions avec les opérateurs locaux. - Organise et anime les réunions internes et externes selon les besoins identifiés, pour faire avancer les projets, - S'assure de la bonne mise en œuvre des actions prévues (lien avec les partenaires). - Représente l'Agence aux travaux et réflexions sur la charte forestière de la forêt de Haye en lien avec le Syndicat Mixte chargé de sa rédaction Sur l'axe dialogue forêt-société - Référent dialogue forêt-société sur le périmètre de l'agence territoriale - Référent auprès de la direction territoriale - Elabore avec le directeur d'Agence la stratégie de communication - Participe / organise certaines actions (en partenariat avec le parc de Loisirs e la forêt de Haye par exemple) pour la vulgarisation des activités forestières et la promotion des espaces boisés - Organise les réponses à la préfecture sur les demandes de manifestations en forêt en lien avec les UT concernées - Garantit une bonne communication auprès des acteurs et partenaires, en lien avec les chargés de communication agence et DT - Participe avec les personnels ONF en charge de la gestion de la FD de Haye à des évènements grand public en forêt. Sur l'axe « pilotage de l'Agence » - Assiste le directeur dans - le pilotage courant de l'Agence - l'animation et la coordination des UT et services fonctionnels en vue de l'atteinte des objectifs de l'Agence - Assure l'intérim du directeur en son absence

Compétences liées au poste	**SAVOIRS / CONNAISSANCES**	**SAVOIR-ÊTRE**
	- Connaissance des enjeux, objectifs et thématiques associées aux milieux forestiers - Connaissance des politiques locales et de l'organisation territoriale française et des compétences rattachées aux différentes structures (collectivités locales, administrations, …) - Connaissances informatiques : logiciels courants (word, excel, powerpoint, outlook) - Connaissances des outils d'animation des processus de concertation	- Qualités relationnelles - Autonomie, efficacité, rigueur - Aptitude au travail en équipe - Disponibilité - Pédagogie et sens des responsabilités - Aptitude au travail avec des publics divers et des partenaires ayant des intérêts contradictoires - Adaptabilité, réactivité - Motivation, enthousiasme et dynamisme

	SAVOIR-FAIRE	
	- Communiquer en interne et en externe - Capacité d'écoute et aptitude rédactionnelle - Maitrise de l'expression orale et écrite, clarté et esprit de synthèse - Technique d'expression et de communication - Capacité à repérer les enjeux du territoire et les logiques d'acteur - Goût pour la concertation territoriale, le dialogue Forêt Société - Montage de projets, fonctionnement en mode projet, animer et constituer une équipe projet locale - Bonne connaissance du fonctionnement des institutions territoriales	
Autres	- Horaires réguliers avec amplitude variable (week-ends, jours fériés, soirées) -Permis B obligatoire	
Personnes à contacter	BURBAN Jérôme – directeur d'agence Tél. 06.16.30.72.49 jerome.burban@onf.fr	

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Direction économique et financière
Département finances et contrôle de gestion

Intitulé du poste : chef du département finances et contrôle de gestion

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 25101
Catégorie : Cadre
Résidence administrative : 2 bis avenue du Général Leclerc - 94700 Maisons-Alfort // Métro « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort ».</td></tr>
<tr><td>Classement du poste</td><td>A3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant – A pourvoir immédiatement</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>Travailler à l'ONF, c'est rejoindre les 8200 femmes et hommes qui se mobilisent pour :
Valoriser la ressource en bois
Agir pour l'environnement
Accueillir le public en forêt
Prévenir les risques naturels
Proposer des prestations et services sur-mesure
La direction économique et financière de l'ONF est responsable de la prospective économique, de la politique financière, budgétaire et de contrôle de gestion de l'établissement. Elle est également chargée de la stratégie achat et de la valorisation du patrimoine foncier, ainsi que de l'optimisation des patrimoines mobiliers et immobiliers, ainsi que du pilotage des moyens généraux. Elle est constituée de trois départements :
le département finances et contrôle de gestion ;
le département pilotage de l'exécution ;
le département achats et patrimoine.
Le département finances et contrôle de gestion assure la programmation du flux financier en assurant l'allocation des moyens budgétaires (construction du budget), ainsi que la production des comptes analytiques et la mise en œuvre du contrôle de gestion, afin d'assurer l'allocation optimale des ressources entre les sous-modèles économiques de l'Office.

Il assure la prospective économique, la définition et la mise en œuvre de la politique budgétaire de l'établissement. Il élabore le budget de l'établissement et garantit la diffusion de l'information budgétaire et financière auprès des services de l'Office et des partenaires externes.

Il pilote le dialogue de gestion budgétaire et financier avec les services territoriaux et les directions centrales, Il est responsable du pilotage national du contrôle de gestion et du processus d'élaboration de la comptabilité analytique de l'établissement, de l'analyse de ses résultats et de leur diffusion auprès de l'ensemble des cadres de l'établissement.

Il assure la gestion fiscale de l'établissement (supervision du paiement des impôts et des taxes, définition de la norme interne en matière de fiscalité, définition métier des projets internes en matière de fiscalité, demandes de rescrits, formation des acteurs internes…).

Il coordonne avec le chef de projet transformation SI la construction du décisionnel financier afin de doter la direction économique et financière d'un outil de rapportage de la donnée fiable et automatisé, au bénéfice de l'ensemble de la communauté financière de l'établissement.

Il participe à la gestion transverse des référentiels pilotés par la direction économique et financière.

Il assure la gestion budgétaire et financière opérationnelle pour le compte des directions centrales en centralisant le traitement de la chaîne de dépense.

Il appuie, soutient et impulse l'action des directions territoriales en matière financière. Il anime le réseau des responsables de la fonction financière dans les directions territoriales, ainsi que le réseau des contrôleurs de gestion.

Le département se compose d'un peu moins d'une dizaine de collaborateurs et s'organise autour de 2 pôles : budget et contrôle de gestion, et fiscalité.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Objectifs du poste et description des missions</td><td colspan="2">Sous l'autorité du directeur économique et financier, le chef du département finances et contrôle de gestion assume les fonctions suivantes :
- Manager de l'équipe du département finances et contrôle de gestion.
- Coordonner et mettre en œuvre les grands processus annuels (budget, dialogues de gestion, conférences budgétaires, comptabilité analytique…) ainsi que la gestion budgétaire infra-annuelle.
- Assurer le management fonctionnel récurrent des réseaux territoriaux (chefs des services financiers territoriaux et contrôleurs de gestion) et définir des programmes de formation des personnels des directions territoriales sur le champ d'activités de son département (budget, contrôle de gestion, fiscalité).
- Animer la réflexion sur l'adaptation et la modernisation des outils informatiques aux exigences métiers et formaliser pour son périmètre d'activités les expressions de besoin et les propositions d'évolutions.
- Assurer la mise à jour et la complétude de la production normative liée aux activités du département (procédures budgétaires, analytiques, fiscales…).
- Définir et piloter un plan d'action relatif à la sécurisation des procédures et des pratiques fiscales de l'établissement (taxe sur la valeur ajoutée, taxe foncière…) ;
- Prendre une part active à la coordination de l'activité de son département avec les autres départements de la direction (achats, immobilier, flux de la dépense, élaboration des comptes…).
Une forte implication est attendue dans l'ensemble des actions de modernisation de la fonction financière de l'établissement (norme interne, maîtrise des risques, modernisation SI, formation des acteurs, sécurisation des processus…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le champ relationnel est très large : direction générale, directions centrales, directions territoriales et régionales, ministères de tutelle, contrôleur général, prestataires externes, administration fiscale…</td></tr>
<tr><td>Profil recherché</td><td colspan="2">Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de gestion de type école de commerce ou équivalent universitaire Bac +5.
Première expérience de 5 ans minimum en pilotage ou gestion budgétaire indispensable. Des compétences en matière de contrôle de gestion et de gestion fiscale ou d'analyse fiscale est souhaitée.
Une appétence pour la gestion de projet et le portage de dossiers de modernisation de la fonction financière serait un atout.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>SAVOIRS / CONNAISSANCES</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance des principes du contrôle de gestion, des comptabilité publique, générale et analytique ;
- Bonne connaissance du fonctionnement des administrations publiques ;
- Aptitude à la gestion de projet et d'actions de modernisation de la fonction financière ;
- Connaissance approfondie des outils du pack Office et si possible d'outils de gestion comptable et financière (SAP ou autre).</td><td>- Aptitude au management d'une équipe de cadres expérimentés ;
- Sens de l'organisation et de l'anticipation ;
- Rigueur et fiabilité des données ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Fortes aptitudes rédactionnelles ;
- Communication orale et écrite.</td></tr>
<tr><td>SAVOIR-ÊTRE
- Esprit d'initiative et autonomie ;
- Sens du travail en équipe ;
- Assertivité et sens du dialogue.</td><td></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Equipe mobilité du service RH et Affaires Générales : mobilite.dg@onf.fr</td></tr>
</table>

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Direction économique et financière
Département pilotage de l'exécution

Intitulé du poste : chef du département pilotage de l'exécution

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 25102
Catégorie : Cadre
Résidence administrative : 2 bis avenue du Général Leclerc - 94700 Maisons-Alfort // Métro « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort ».</td></tr>
<tr><td>Classement du poste</td><td>A3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant – A pourvoir immédiatement</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>Travailler à l'ONF, c'est rejoindre les 8200 femmes et hommes qui se mobilisent pour :
• Valoriser la ressource en bois
• Agir pour l'environnement
• Accueillir le public en forêt
• Prévenir les risques naturels
• Proposer des prestations et services sur-mesure

La direction économique et financière de l'ONF est responsable de la prospective économique, de la politique financière, budgétaire et de contrôle de gestion de l'établissement. Elle est également chargée de la stratégie achat et de la valorisation du patrimoine foncier, ainsi que de l'optimisation des patrimoines mobiliers et immobiliers, ainsi que du pilotage des moyens généraux. Elle est constituée de trois départements :
- le département finances et contrôle de gestion ;
- le département pilotage de l'exécution ;
- le département achats et patrimoine.
Le département pilotage de l'exécution est une structure nouvelle créée en janvier 2024. Le chef de département est chargé d'installer la nouvelle structure et d'en définir, en lien étroit avec le directeur, les modalités de fonctionnement précises (le département était jusqu'à présent fusionné avec l'actuel département finances et contrôle de gestion).

Le département est chargé de la production normative en matière pilotage et de gestion des flux financiers internes de l'établissement (recettes et dépenses). Il supervise et contrôle leur bonne exécution pour la partie ordonnateur, en complémentarité avec les actions engagées par le comptable.

Il appuie, soutient et impulse l'action des directions territoriales en matière de pilotage du flux de la dépense et de la recette. Il anime et coordonne le réseau des responsables dépenses et recettes dans l'ensemble des services territoriaux de l'Office.

Il pilote l'établissement des comptes annuels tout au long de l'exercice et en phase de clôture annuelle, en lien avec l'agence comptable principale et les commissaires aux comptes. Il assure la production du rapport de gestion annuel.

Il garantit la diffusion de l'information financière, ainsi que la formation des acteurs impliqués dans les processus financiers. A ce titre, il développe des actions de maîtrise des risques et de contrôle des processus financiers et participe au comité des enjeux et des risques financiers.

Il assure la définition et la mise en œuvre de la politique financière de l'établissement, incluant le pilotage de la trésorerie (modes de financements et prévision) et la gestion de l'endettement (environ 270 M€). Il veille à ce titre à la bonne information régulière des partenaires bancaires.

Il coordonne avec le chef de projet transformation SI la construction du décisionnel financier afin de doter la direction économique et financière d'un outil de rapportage de la donnée fiable et automatisé, au bénéfice de l'ensemble de la communauté financière de l'établissement.

Il participe à la gestion transverse des référentiels pilotés par la direction économique et financière.

Le département se compose d'une dizaine de collaborateurs et s'organise autour de 2 pôles : comptes et dépense, et facturation.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Objectifs du poste et description des missions</td><td colspan="2">Sous l'autorité du directeur économique et financier, le chef du département pilotage de l'exécution assume les fonctions suivantes :
- Mettre en place une nouvelle structure chargée, dans le cadre de la modernisation de la fonction financière de l'ONF, de s'assurer du respect des obligations réglementaires en matière de flux comptables et financiers ainsi que de la qualité des informations financières alimentant les différents outils financiers.
- Manager l'équipe du département pilotage de l'exécution.
- Définir le corpus normatif nécessaire au pilotage des flux financiers et assurer la mise à jour et la complétude de la production normative liée aux activités du département.
- Piloter l'établissement des comptes annuels, en veillant particulièrement à la qualité des données bilantielles inscrites à l'actif (immobilisations, stocks…).
- Assurer le management fonctionnel récurrent du réseau territorial et définir des programmes de formation des personnels des directions territoriales sur le champ d'activités de son département.
- Définir et piloter un plan d'action relatif à la sécurisation des procédures et des pratiques d'engagement budgétaire de l'établissement ;
- Animer la réflexion sur l'adaptation et la modernisation des outils informatiques aux exigences métiers et formaliser pour son périmètre d'activités les expressions de besoin et les propositions d'évolutions.
- Prendre une part active à la coordination de l'activité de son département avec les autres départements de la direction (achats, immobilier, parc automobile, budget, contrôle de gestion, fiscalité…).
Une forte implication est attendue dans l'ensemble des actions de modernisation de la fonction financière de l'établissement (norme interne, maîtrise des risques, modernisation SI, formation des acteurs, sécurisation des processus…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le champ relationnel est très large : direction générale, directions centrales, directions territoriales et régionales, ministères de tutelle, contrôleur général, commissaires aux comptes, partenaires bancaires, prestataires externes, clients et fournisseurs…</td></tr>
<tr><td>Profil recherché</td><td colspan="2">Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de gestion de type école de commerce ou équivalent universitaire Bac + 5.
Première expérience de 5 ans minimum en pilotage ou gestion financière indispensable.
Une appétence pour la gestion de projet et le portage de dossiers de modernisation de la fonction financière serait un atout.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>SAVOIRS / CONNAISSANCES</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance des principes de la gestion budgétaire et comptable et budgétaire publique ;
- Bonne connaissance du fonctionnement des administrations publiques ;
- Aptitude à la gestion de projet et d'actions de modernisation de la fonction financière ;
- Connaissance approfondie des outils du pack Office et si possible d'outils de gestion comptable et financière (SAP ou autre).</td><td>- Aptitude au management d'une équipe de cadres expérimentés ;
- Sens de l'organisation et de l'anticipation ;
- Rigueur et fiabilité des données ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Fortes aptitudes rédactionnelles ;
- Communication orale et écrite.</td></tr>
<tr><td>SAVOIR-ÊTRE
- Esprit d'initiative et autonomie ;
- Sens du travail en équipe ;
- Assertivité et sens du dialogue.</td><td></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Equipe mobilité du service RH et Affaires Générales : mobilite.dg@onf.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil

Directeur.trice adjoint.e

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A + (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel poste catégorie A (*) :>3</td><td>Groupe RIFSEEP : G 1.2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant - Date limite de candidature : 29 Février 2024</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, d'environ 250 agents répartis sur le siège de Montreuil et 8 délégations territoriales, chargé de la mise en œuvre de la politique relative aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) : appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées, spécialités traditionnelles garanties, Label Rouge et agriculture biologique. Une exploitation sur trois en France produit au moins un produit sous SIQO. Il existe plus de 1000 produits sous SIQO (hors agriculture biologique) en France et 13% de la production française est en agriculture biologique.
Ses missions quotidiennes, en lien avec les instances de l'Institut constituées d'environ 250 professionnels du secteur qui travaillent entre pairs, sont les suivantes :
- la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (noms et territoires de production).
- la promotion et l'information autour des SIQO.
Par ailleurs, le COP 2024-2028 de l'Institut qui vient d'être validé, fixe comme orientations de consolider ses fondamentaux des SIQO mais aussi d'amener davantage de durabilité dans le traitement des dossiers et d'organiser l'INAO en conséquence. Ces orientations devront être mises en œuvre sur la période.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le / la directeur (trice) – adjoint(e) représente, assiste et supplée la directrice dans l'ensemble de ses fonctions et dispose d'une délégation générale de signature. Il / elle peut être spécifiquement chargé(e) du pilotage direct de certains dossiers, notamment les travaux économiques ou en appui au secrétariat général, le dialogue social.
Il / elle participe à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'établissement, en particulier du COP.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Disposant d'une compétence générale, il / elle peut être conduit(e) à traiter toute question ou dossier confié à l'établissement. Il/elle met en œuvre la stratégie de l'établissement aux côtés de la directrice.
Il / elle participe à l'organisation de l'ensemble des services nationaux et territoriaux, sur lesquels il / elle a autorité.
Il / elle participe aux instances de gouvernance de l'établissement - Conseil permanent, Comités nationaux et Commissions permanentes, Conseil des agréments et contrôles (CAC) - ainsi qu'en tant que de besoin, aux groupes de travail mis en place.
Il / elle assure, en lien avec la directrice, la coordination de la préparation des instances de l'INAO.
Il/elle est amené à se déplacer sur le terrain au contact des DT, des organisations professionnelles ou ODG, en fonction des dossiers.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les principaux interlocuteurs extérieurs à l'INAO sont :
- Le Commissaire du Gouvernement et les services de la DGPE, de la DGAL et d'autres départements ministériels et directions (MTE, DGCCRF, DGDDI.).
- Les professionnels des instances de gouvernance et des filières.
- Les services déconcentrés de l'Etat, notamment les DRAAF, et les collectivités locales.
- Les organismes de recherche ou instituts techniques</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance, notamment économique et organisationnelle, des filières agricoles
- Expérience en lien avec les administrations nationales et européennes.
- Connaissance du Ministère de l'agriculture et de la fonction publique.</td><td>- Capacité à piloter une réflexion stratégique
- Pratique des relations services publics/ professionnels
- Aptitude à la négociation
- Aptitude au management d'équipes polyvalentes</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Informations sur le poste : Madame Carole LY – Tél. : 01.73.30.38.05

Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées à la Directrice de l'INAO, Carole LY : c.ly@inao.gouv.fr ; ainsi qu'à la Secrétaire générale : CARISTAN Patricia <P.CARISTAN@inao.gouv.fr></td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : OM-N- 2024 – 01-RM 06

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Chargé.e de mission « restauration des zones humides » à la délégation Outre-mer – antenne de Guadeloupe du Conservatoire du littoral à temps complet à Basse Terre

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

Description de la délégation outre-mer et de ses antennes

Le siège de la délégation Outre-mer est basé à Paris et coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les territoires suivants : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une trentaine d'agents, dont 3 basés à Paris et les autres, repartis dans les antennes.

La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement et du délégué outre-mer, la politique de préservation des rivages outre-mer qui est proposée par les conseils des rivages, puis validée par le conseil d'administration. Un délégué-adjoint, en poste en Guadeloupe, assure le pilotage et la coordination de l'action des antennes du Conservatoire sur l'ensemble des rivages français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint- Barthélémy et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'antenne de Guadeloupe met en œuvre, localement et sous l'autorité du délégué-adjoint, les actions du Conservatoire. Au 1er janvier 2024, le Conservatoire protège 76 sites en Guadeloupe, qui couvrent une surface d'environ 8 350 ha, dont environ 5 800 ha de zones humides (mangroves et forêts marécageuses). Environ 1 000 ha supplémentaires de zones humides devraient être affectées prochainement au Conservatoire.

Description du poste et des missions :

Certaines zones humides de Guadeloupe subissent de fortes pressions anthropiques (pollutions, remblais, dépôts de déchets, occupations illégales…), la prolifération d'espèces exotiques envahissantes, ainsi que les effets du changement climatique. C'est en particulier le cas de la zone humide de Jarry, affectée au Conservatoire en 2010 et entourée par la principale zone économique de Guadeloupe, où les pressions ont conduit à la réduction d'un quart de sa surface d'origine depuis les années 1970.

Depuis 2015, le Conservatoire du littoral met en œuvre un plan de reconquête du littoral sur l'ensemble des sites en Guadeloupe. Il porte plus spécifiquement un projet de restauration de la zone humide de Jarry (projet « JA-RIV »). Ce projet vise tout d'abord à restaurer les habitats naturels et les fonctions biologiques et hydrauliques associées. Il s'attache également à réaliser une valorisation du site qui passe notamment par la mise en place de sentiers.

Le/la chargé.e de mission est responsable des projets de connaissance et de restauration de zones humides sur les terrains du Conservatoire du littoral en Guadeloupe, et notamment de la coordination du projet JA-RIV. Il/elle est plus particulièrement chargé.e des tâches suivantes :

- Piloter les études techniques contribuant à l'amélioration de la connaissance des zones humides (études des sols, hydrauliques, écologiques…) et diffuser des résultats et conclusions ;
- Lancer les marchés (rédaction des CCTP, analyse et exécution) et suivre les travaux d'entretien ou de renaturation des zones humides, et accompagner les travaux sous maîtrise d'ouvrage des partenaires ;
- Conseiller, sensibiliser et accompagner les collectivités (élus et techniciens) pour les aider à intégrer les zones humides dans les politiques territoriales : SCOT, PLU, PAPI, aménagement et séquence ERC…
- Mobiliser et animer des relations partenariales dans son domaine d'intervention avec des structures variées : institutionnels (Office de l'Eau, Pôle Relais des Zones Humides Tropicales, DEAL…), collectivités, entreprises, agriculteurs, particuliers…
- Elaborer et mettre en œuvre des projets et programmes sur des thématiques variées et innovantes (AAP type LIFE, projet trame turquoise, SFN…), Monter les dossiers de demandes de financements correspondant (fonds européens, Office de l'eau, Office français de la biodiversité, CDC Biodiversité, mécénat…) et assurer le reporting administratif et financier ;
- Assurer une veille et une démarche prospective pour développer les activités des gestionnaires sur la thématique zone humide et ressource en eau ;
- Participer à la structuration de la gestion des sites concernés (mise en place d'un plan de gestion, réunions du comité de pilotage ou de gestion…)
- Mettre en œuvre des actions de communication et de valorisation (y compris journées d'échanges techniques, participation à des événements nationaux ou internationaux)
- Echanger et appuyer techniquement les autres antennes de la délégation dans le cadre des projets de restauration de zones humides et d'adaptation au changement climatique.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles :

Le/la chargé.e de mission est placé.e sous l'autorité hiérarchique du délégué-adjoint de rivages d'Outre-mer basé en Guadeloupe. Ce projet implique un travail et une synergie importante avec l'équipe de l'antenne de Guadeloupe. Le/la chargé.e de mission devra veiller à ce que la mission se fasse de manière concertée et cohérente.

En interne, il/elle est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux. En externe, il/elle exécute sa mission en contact avec les administrations, les collectivités territoriales, les concepteurs et maîtres d'œuvre, architectes, paysagistes, les entreprises et les autres usagers.

Caractéristiques du poste :

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Profil et compétences requises :

BAC + 4 ou 5 dans les domaines de la gestion de projets ou d'espaces naturels :

- Expérience et maîtrise de la gestion de projet
- Expérience dans le suivi de travaux d'aménagement dans les espaces naturels
- Connaissances de la gestion des espaces naturels
- Connaissances en écologie tropicale et sur les zones humides souhaitées
- Connaissances des procédures administratives et de marchés publics souhaitées
- Maîtrise des logiciels bureautiques et du SIG
- Aptitude au travail de terrain en milieu tropical et connaissance du contexte ultramarin souhaitée
- Permis B

Savoir-faire :

- Bonnes qualités relationnelles
- Prise de responsabilités, capacités d'initiatives, autonomie
- Méthode, rigueur et autonomie
- Gestion et reporting de projet
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Goût pour le terrain et la compréhension de problématiques sur les espaces naturels en zone péri-urbaine
- Capacités à rendre compte de façon rigoureuse
- Capacités à s'intégrer rapidement dans une équipe et à être proactif

Résidence administrative et date de prise de fonction:

Le poste est à pourvoir à partir du 1er avril 2024. Il est localisé à Basse-Terre (Guadeloupe). Des déplacements fréquents sur l'ensemble du territoire et tout particulièrement à Jarry sont attendus. Un déménagement de l'antenne en région pointoise à moyen terme est à l'étude.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accompagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaire sont à faire parvenir **au plus tard le 27 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Médhy Broussillon, délégué-adjoint outre-mer : Tél : 05 90 81 59 52
courriel : m.broussillon@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, Tél :05 46 84 72 67
Courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr;

Contrôleur(se) identification et traçabilité sanitaire

Localisation : site administratif de La Roche sur Yon

Statut : Fonctionnaire catégorie B / Contractuel de droit public

Niveau d'études : niveau Bac + 2 souhaité
Expérience : dans les domaines de l'agriculture et/ou de l'inspection

Répertoire des métiers de la fonction publique : Chargée/é d'inspection en qualité et protection des animaux (FPAGR015) -
Filière : technique
Catégorie : B - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Groupe RIFSEEP : 2
Poste : vacant
Date limite de candidature : 06/03/2024
Date de prise de poste : à partir du 01/06/2024

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

La mission de police de l'identification des équidés a été confiée à l'Ifce fin 2014 (dispositions de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014). Une brigade d'une

soixantaine de contrôleurs, assure cette mission sur l'ensemble du territoire. Ces agents assermentés sont habilités à rechercher et constater les infractions relatives à l'identification des équidés et aux obligations sanitaires du détenteur d'équidés.

L'objectif des contrôles réalisés par les agents de l'Ifce est de renforcer la fiabilité de la traçabilité sanitaire des équidés en accompagnant les détenteurs dans la réalisation de leurs démarches puis en sanctionnant les acteurs négligents ou fraudeurs.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de** la coordinatrice des contrôles des Pays de la Loire et du Centre Val de Loire.

➢ Missions du poste et description des activités

L'agent organise et effectue des contrôles chez le détenteurs d'équidés afin de vérifier le respect de la règlementation identification et des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. Il réalise le suivi administratif des dossiers de contrôle.

Activités principales

- Planifie et organise des contrôles terrain en lien avec le plan de contrôle national : recherche des détenteurs à contrôler, prospection terrain, envoi de préavis de contrôle.
- Réalise des contrôles terrain chez les détenteurs d'équidés : contrôle des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, constats d'infraction, vérification des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés.
- Assure le suivi administratif des dossiers de contrôle : saisie des résultats de contrôle, rédaction compte rendu de contrôle/courrier de rappel à la règlementation, suivi des remises en conformité par le détenteur.
- Informe et transmets avec pédagogie la règlementation.
- Collabore avec les DD(ETS)PP et autres acteurs du contrôle (DDT, BNEVP) : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui règlementaire et technique, réunions de travail.
- Gère les suites judiciaires dans le respect de la politique pénale de l'Ifce

Activités annexes

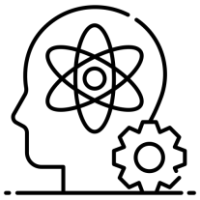
- Participe à la formation des futurs contrôleurs et à l'évolution du métier.
- Aide à concevoir les guides méthodologiques sur les procédures de contrôles.
- Contribue à la rédaction et à la mise à jour des guides techniques et réglementaires.
-

- Participe aux activités de développement de la Délégation territoriale.

➢ Champ relationnel du poste

En interne	*En externe*
• Direction du Système d'information aux équidés (SIRE) • Direction des Contrôles et de l'Identification de Terrain (DCIT) • Coordinateurs de contrôle • Contrôleurs Ifce • Délégués de délégation territoriale • Experts technique de l'Ifce	• Détenteurs d'équidés/ propriétaires/ éleveurs • Vétérinaires • Représentants professionnels de la filière • DD(ETS)PP/ DDT/ SRAL/ DRAAF • RESPE

➢ Compétences requises pour le poste



✓ **Savoir-faire**

- Manipulation des équidés
- Hygiène et soins des équidés
- Connaissance de la filière équine et de ses institutions
- Connaissance règlementation identification et sanitaire des équidés
- Expression écrite
- Expression orale

✓ **Savoir-être**

- Autonomie
- Posture d'inspection
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir le sens des relations humaines
- Gestion de conflit en situation de contrôle
- Rigueur
- Capacité d'adaptation et d'organisation
- Travail en équipe
- Pédagogie

➢ Conditions particulières de travail

- Déplacements professionnels sur la zone d'intervention Délégation Territoriale Ouest (Pays de Loire / Centre Val de Loire / Bretagne)
- Possibilité de demande de renfort ponctuel dans d'autres régions que la Délégation Territoriale Ouest en cas de crise sanitaire ou autre

- Missions pouvant imposer des contraintes horaires liées aux déplacements, parfois sur plusieurs jours, avec nuitée(s) en dehors de la résidence administrative
- Regroupement des contrôleurs au cours de l'année sur les différentes régions du territoire

Ce poste donne accès à :
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel

➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
    - Pour les fonctionnaires :
        - Les trois derniers entretiens professionnels,
        - Le dernier arrêté de situation administrative,
        - La notification RIFSEEP.

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste :
sigrid.bouchez@ifce.fr coordinatrice des contrôles des Pays de la Loire et du Centre Val de Loire,
Tél. : 06.80.45.48.91

patrice.ecot@ifce.fr adjointe à la Déléguée Territoriale Ouest, Tel : 06.88.29.02.08

julie.schneider@ifce.fr Directrice des contrôles et de l'identification de terrain,
Tél. : 05 55 73 83 74 ou 06 86 71 01 90

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Votre dossier de candidature est à transmettre à : recrutement@ifce.fr

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-2 du Code Général de la Fonction Publique).

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Mise à disposition dans le cadre du COMAPI
auprès de l'agence Erasmus + France / Education Formation

Chargé(e) de mission – Enseignement et formation professionnels, Enseignement scolaire, Education des adultes

N° du poste : A5INT00101 **Catégorie : A / A+**	
Classement parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP :**
Poste vacant : 1er décembre 2023	
Présentation de l'environnement professionnel	**L'agence Erasmus + France / Education Formation assure, pour la France, la promotion et la gestion du programme européen Erasmus + et de ses dispositifs sur les volets Education et Formation.** **Située à Bordeaux depuis 2003, elle est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) placé sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.**
Objectifs du poste	**Au sein du pôle « mobilités scolaire, formation professionnelle et éducation des adultes », le (la) chargé(e) de mission agira auprès des établissements d'enseignement pour les conseiller dans la gestion de leur subvention Erasmus+.** **Son action s'inscrira en particulier dans le champ de l'enseignement agricole, en lien avec la DGER et ses réseaux de coopération européenne et internationale.**
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- **Organiser et mettre en œuvre les appels à propositions annuels du programme.** - **Suivre un portefeuille en assurant la gestion (éligibilité, capacité financière, contractualisation, avenants, processus budgétaires, etc.).** - **Accompagner les porteurs de projet par l'information, le conseil (technique et qualitatif), la formation, la résolution de problèmes dans le montage opérationnel et le suivi des projets lors des différentes phases du processus.** - **Concevoir et déployer le monitoring des projets accrédités.** - **Coordonner un bilan annuel de la participation des établissements de l'enseignement agricole au programme Erasmus + et faciliter la production d'indicateurs de mobilisation du programme Erasmus+ par l'enseignement agricole au fil de l'eau** - **Participer à la veille de l'Agence relative aux évolutions des politiques d'éducation et de formation pour connaître les acteurs et le contexte institutionnel d'intervention, et assurer le relais nécessaire vers l'enseignement agricole** - **Accompagner les établissements de l'enseignement agricole dans la digitalisation du programme Erasmus +**

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le (la) chargé(e) de mission sera l’un des deux référent(e)s de l’Agence pour le MASA. Il (elle) sera en contact très régulier avec la DGER / BRECI et ses réseaux dédiés, et travaillera de manière étroite avec les acteurs des secteurs EFP, SCO et EDU dans l’enseignement agricole (établissements publics et privés, services déconcentrés). Si nécessaire, il (elle) assurera le relais entre établissements de l’enseignement agricole et gestionnaires de l’Agence, pour une mise en œuvre réussie des projets.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance générale des acteurs et du contexte institutionnel
- Capacité à s’approprier la stratégie de la structure d’accueil pour la valoriser vers les interlocuteurs MASA
- Aisance relationnelle, sens collaboratif, réactivité
- Langue anglaise</td><td>- Identifier des opportunités pour développer une vision stratégique
- Construire des réseaux pour agir
- Synthétiser des informations
- Concevoir et animer des réunions en y dispensant des conseils techniques
- Conduire et piloter un projet</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Philippe RENARD, Chef du BRECI / DGER
philippe.renard@agriculture.gouv.fr
Gerardo RUIZ, Adjoint au chef du BRECI / DGER
gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr
Stéphanie MANGIN, Chargée de mission Europe / DGER
stephanie.mangin@agriculture.gouv.fr
Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international / DGPE
sebastien.rihani @agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

DGPE

Mise à disposition auprès de FranceAgriMer, au sein de la
Mission des Affaires Européennes et Internationales

Chef(fe) de l'Unité Commission Internationale et Politique Agricole Commune

N° appel à candidature :	**Catégorie :** A/A+
Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation Groupe RIFSEEP : G1.2 si IAE ou AAE ; G3.1 si IPEF ; G2.1 si ISPV**
Poste vacant, prise de poste le 2 avril 2024	**Localisation : Montreuil**
Conditions de recrutement : Mise à disposition	
Présentation de l'environnement professionnel :	Le poste est rattaché au responsable de la Mission des affaires européennes et internationales (MAEI) Sur la base d'un dialogue avec les filières professionnelles, la Mission est pour l'essentiel chargée de : • Conduire les projets et les actions à l'international de l'Etablissement en matière de coopération, d'appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises : ceux-ci s'inscrivent dans la stratégie Europe et international du Ministère chargé de l'agriculture (MASA) et en soutien des filières françaises à l'international. • Raisonner, notamment sur la base de critères économiques, le ciblage des marchés ou des sujets à considérer pour développer les exportations et l'internationalisation des filières professionnelles françaises en pays tiers. • Faciliter l'accès des exportateurs aux marchés de ces pays, notamment en résolvant les contraintes sanitaires, phytosanitaires et/ou techniques via un appui à la DGAL dans la conduite de négociations, en facilitant l'information sur la qualité des produits français et en fournissant les informations nécessaires aux exportateurs sur ces marchés. • Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune – PAC). • Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'outil Expadon 2, plateforme informatique visant à faciliter l'accès à l'information et aux procédures d'exportations pour les opérateurs. A ces fins, la Mission anime différentes instances de dialogue avec les filières : commission thématique interfilière agricole et agro-alimentaire internationale (« CTI internationale ») et ses différents comités et groupes de travail (ex. comité de développement de la coopération institutionnelle), comités export sanitaires (SPS).
Objectifs du poste	Assurer les missions et le management de l'Unité Commission internationale et Politique agricole commune. L'Unité est chargée de conduire des projets et les actions à l'international de l'Etablissement, qui s'inscrivent dans la stratégie Europe et international du MASA ainsi qu'en soutien des filières françaises, en matière de : • Coopération institutionnelle (une quarantaine de projets pour 1 300 0000 €/an) ; • Appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises (200 000 €/an) ; • Coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens et transmission de la position consolidée de l'établissement pour les négociations européennes dans le cadre des « comités de gestion » de la Commission européenne ; • Appui à la coordination des experts français à l'Office international du vin (OIV). L'Unité assure également l'animation de la CTI internationale et de ses comités et groupes de travail.
Missions et activités principales :	**1. Gestion d'équipe et pilotage** Assurer le management, l'animation et la dynamique d'une équipe de 11 agents (équivalent catégorie A/A+) en favorisant l'intégration de chacun et en développant des méthodes de travail favorisant la transversalité au sein de l'unité. Piloter l'équipe en matière de ressources humaines, budget, activités, reporting, évaluation. Assurer le pilotage et le suivi des activités des éventuels chefs de projets résidant à l'étranger (jumelages). Décrire et mettre en œuvre les nouvelles procédures pour la gestion des actions et des projets de coopération par FranceAgriMer, notamment en lien avec l'unité UAGAI de la MAEI.

	Assurer une collaboration étroite, un échange permanent et un reporting régulier avec le chef de mission et son adjoint, de façon à ce qu'ils disposent d'une vue globale des activités de l'unité. Mettre en place des relations de travail organisées et sereines avec les autres unités de la mission **2. Activités mise en œuvre par l'Unité** Assurer l'organisation de la CTI internationale et l'animation d'un certain nombre de Comités et de groupes de travail en lien avec les axes stratégiques définis au sein de la CTI; lien entre les instances de dialogue Etat-professionnels pilotées par la mission et les autres instances de l'établissement, notamment les conseils spécialisés. Conduire des projets et des actions à l'international, qui s'inscrivent de façon plus générale dans la stratégie d'influence du MASA ainsi qu'en soutien des filières françaises, en matière de : • Coopération : o définition en partenariat avec l'ensemble des acteurs, publics et privés, d'une feuille de route stratégique en matière de coopération, o veille et proposition de positionnement du MASA en matière d'actions et de projets de coopération internationale, o ingénierie des actions et des projets de coopération internationale identifiés (coopération bilatérale, missions d'assistance technique et d'échange d'information, jumelages communautaires, marchés d'assistance technique, etc.), o mobilisation de l'expertise publique et privée capable de mettre en œuvre, o gestion des actions et projets de coopération internationale retenus. • Appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises : o définition des axes de travail de la CTI internationale en lien avec les parties prenantes, o ingénierie des actions et des projets d'appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises en soutien aux intérêts économiques des filières, o production de données et d'analyses économiques sur les marchés à l'export, o mise en œuvre et/ou suivi des actions et projets retenus. • Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune – PAC, Appuyer la coordination des experts français à l'Office international du vin (OIV).
Relations fonctionnelles du poste :	• Services FAM (délégués filières, DMEP, DI, SJCC, SG). • Ministère chargé de l'agriculture (DGPE / DGAL / DGER / CGAAER) et autres établissements ou instituts (INAO, etc.). • Ministères chargés de l'économie (Dg Trésor) et des affaires étrangères, et services économiques des ambassades. • Opérateurs de l'Etat en matière de diplomatie économique et de coopération internationale/développement (Business France, (AFD, Expertise France, CIRAD), Sopexa et acteurs privés. • Organisation professionnelles et représentants des filières. • Membres de la CTI.
Compétences requises pour le poste :	**Savoirs / Connaissances** Acquis ou à acquérir - connaissance des acteurs institutionnels impliqués à l'international ; - connaissance des acteurs des filières agricoles et agroalimentaires; - connaissance des missions et les métiers de FranceAgriMer ; - expérience professionnelle en lien avec l'international (appui export, coopération internationale, etc.) ; - expérience en ingénierie et gestion de projet. - connaissances administratives, budgétaires et comptables. **Savoir-faire / Maîtrise** - management d'équipe ; - aptitude au travail d'équipe et aux relations humaines en interne et avec les partenaires extérieurs et les autres services ; - sens de la pédagogie ; - rigueur et exigence dans l'organisation ; - animation et coordination de réseau ; - expérience des fonctionnements administratifs, budgétaires et comptables ; - représentation institutionnelle ; - capacités d'analyse et de synthèse ; - maitrise des techniques de communication à l'oral et à l'écrit ;

		- maîtrise des outils informatiques et bureautiques classiques
Diplôme – Expérience professionnelle	Diplôme de niveau Bac + 5. Expérience appréciée en matière de pilotage de projets et dossiers de développement/coopération internationale dans le domaine agricole ou en gestion financière et budgétaire. Une première expérience réussie en position d'encadrement est souhaitée.	
Contraintes du poste :	Déplacement occasionnel en France ou à l'étranger	
Personnes à contacter	• Françoise SIMON, sous-directrice International - DGPE francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr Tel : +33 (0)1 49 55 53 41 • Martin DERUAZ, chef du bureau des exportations et des partenariats internationaux- DGPE – martin.deruaz@agriculture.gouv.fr Tel +33 (0)1 49 55 45 64 • Nicolas FAIRISE, Chef de la MAEI, nicolas.fairise@franceagrimer.fr Tél +33 (0)1 73 30 23 20	

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : *(date de publication + 15 jours)*

Le dossier de candidature doit être déposé auprès de Sébastien RIHANI, chargé de mission réseau international – DGPE (sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr), et doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae.

Préfecture de la zone de défense et de sécurité Sud

Délégation à la protection de la forêt méditerranéenne (DPFM)

62 bd Icard - 13310 MARSEILLE

Chargé.e de mission auprès de la délégation de la protection de la forêt méditerranéenne

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : **Référence du poste : A5SED00111**
Catégorie : A+

Classement du poste catégorie A2	**Corps**	**Groupe RIFSEEP**
	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
	Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4.1

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L.332-2 (2°)

Présentation de l'environnement professionnel	Le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire contribue activement à la protection des forêts méditerranéennes, notamment par sa politique de défense des forêts contre l'incendie (DFCI). Dans ce cadre, il met à disposition deux chargés de mission auprès de la délégation à la protection de la forêt méditerranéenne(DPFM), placée sous l'autorité du préfet de la zone de défense et de sécurité Sud. La DPFM est une structure de mission à compétence géographique sur 15 départements méditerranéens (extension à l'étude sur 23 départements), qui élabore, met en œuvre et évalue la politique de l'État en matière de prévention des feux de forêt dans la zone, en cohérence avec la stratégie définie.
Objectifs du poste	- Proposer, mettre en œuvre et évaluer la politique de la défense des forêts contre l'incendie (DFCI) en zone méditerranéenne, notamment face à un risque qui s'intensifie et s'étend, - Accompagner le ministère de l'agriculture sur les projets nationaux et contribuer aux échanges d'expérience, - Contribuer à la coordination interministérielle assurée par la Délégation.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le ou la chargé.e de mission : - prépare, met en œuvre, suit et évalue la programmation annuelle des crédits du programme 149-26-04 (DFCI); - suit la mission d'intérêt général de DFCI méditerranéenne confiée à l'ONF et participe au reporting national; - apporte un appui au MASA/DGPE pour (i) l'actualisation et l''amélioration du corpus législatif et réglementaire relatif à la prévention des incendies de forêts et (ii) la valorisation de sa politique DFCI;

	- anime le réseau des DDT(M), en leur apportant un appui technique et méthodologique, dans le souci d'harmoniser, mutualiser et partager les meilleures pratiques, et en réalisant des expertises ; - coordonne, homogénéise, diffuse la doctrine zonale en matière de DFCI, en cohérence avec la politique de prévention du risque en planification urbaine ; - contribue aux formations dispensées par les organismes publics dans ce domaine ; - contribue à la gestion de la base de donnée sur les incendies de forêt en France (BDIFF) pour l'aire méditerranéenne (https://bdiff.agriculture.gouv.fr) et à la visibilité de la politique méditerranéenne de prévention de l'État (notamment site internet http://www.dpfm.fr).
Champ relationnel	Affectation administrative : SGZDS/CEZOC - 62 bd Icard - 13 010 MARSEILLE Mise à la disposition du préfet de zone par voie de convention, pour une durée de trois ans renouvelable. Supérieur hiérarchique : Secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud Effectif de la structure : 4 chargés de mission et une adjointe administrative Champ relationnel du poste : - en interne : travail d'équipe en étroite concertation avec les deux autres chargés de mission. - en externe : préfectures, DDT(M), services d'incendie et de secours, état-major interministériel de zone, DT Midi-Méditerranée de l'ONF, DIR Sud-Est de Météo-France, services forestiers des DRAAF, Régions et Départements, DREAL, Entente, MASA (DGPE), MIOM (DGSCGC), MTECT (DGPR DHUP), INRAE

Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Compétences en matière de gestion des risques Connaissance de l'environnement institutionnel et forestier Des connaissances en matière de défense des forêts contre l'incendie et de droit forestier seraient appréciées	Curiosité et rigueur intellectuelles, sens de l''initiative, goût pour le travail interministériel, Sens de l''initiative Capacité d'animation et travail en équipe.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible** : Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis** : Confirmé
- **Management** : non
- **Logé** : non
- **Niveau d'études** : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter	**Préfecture de la zone de défense Sud :** Olivier MARMION, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud : 04 91 24 22 00 olivier.marmion@interieur.gouv.fr **MASA/DGPE** : Elisabeth VAN DE MAELE, bureau de la gestion durable de la forêt et du bois : 01 49 55 51 27 elisabeth.van-de-maele@agriculture.gouv.fr

Directeur / directrice adjoint(e) du GIP ECOFOR

GIP Ecofor, 42 rue Scheffer, 75116 Paris

N° de publication : Catégorie : A3	Référence du poste : A5SPP00001
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Ingénieur de recherche	2

Présentation de l'environnement professionnel (500 c)

Le Groupement d'Intérêt Public ECOFOR (http://www.gip-ecofor.org/) a pour objet de mettre à disposition de ses membres des connaissances scientifiques pertinentes pour le développement ou la mise en œuvre des politiques publiques applicables aux forêts, en tenant compte de l'ensemble des multiples dimensions des forêts qui intègrent différents enjeux à différentes échelles emboîtées. Le GIP ECOFOR compte actuellement un effectif de 6 personnes en propre.

Ce poste est mis à disposition par le MASA.

Objectifs du poste (500 c)

1) Susciter, structurer et animer des programmes ou projets de recherche
2) Recueillir des questions que se posent les gestionnaires forestiers, usagers et acteurs des politiques publiques, pour les expertiser au regard des connaissances scientifiques existantes, rassembler les éléments de réponse et identifier les lacunes méritant d'être comblées
3) Valoriser par tout moyen adéquat les résultats des études, recherches ou expertises réalisées avec son concours ou dans son domaine de compétence

Description des missions (1000 c)

Le/la titulaire du poste œuvrera dans les domaines d'intervention privilégiés du GIP :

- la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes, pour notamment définir une politique fédérative de dispositifs expérimentaux lourds et d'intérêt collectif
- les risques et le changement climatique, pour analyser les phénomènes, réduire la vulnérabilité des forêts, favoriser le rôle de protection des forêts

- les services écosystémiques et la gestion durable des forêts, pour préconiser des stratégies intégrées et des instruments économiques et politiques associés
- la coordination et le porter à connaissance quant aux systèmes d'information relatifs aux écosystèmes forestiers.

En conformité avec la convention constitutive du GIP, le/la titulaire du poste pourra, sous réserve de nomination en tant directeur/directrice adjoint(e) par l'AG du GIP, partager avec le directeur certaines attributions de gestion et d'animation de la cellule permanente.

Champ relationnel (500 c)

- Membres du GIP : MASA, MTECT, INRAE, ONF, CNRS, CIRAD, IRD, AgroParisTech, CNPF, FCBA, IGN, MNHN
- Organismes de recherche et de formation supérieure sur les forêts (universités, OFB…)
- Acteurs dans le domaine forêt-bois au niveau forêt-bois au niveau européen et international : SCAR, EFI, IUFRO, UICN, CIFOR…

Savoir (250 c)

- Connaissance du fonctionnement et de la biodiversité des écosystèmes forestiers, de leur gestion, de leurs usages, des politiques publiques concernant la forêt
- Expertise souhaitée dans le domaine des sciences humaines et sociales

Savoir-faire (250 c)

- Capacité d'écoute et de dialogue, sens de l'intérêt général, capacité d'engagement personnel et de travail en équipe
- Compétences d'animation d'expertises collectives ou de programmes de recherche ou de partenariats recherche-développement

Personnes à contacter

Nicolas Picard – Directeur du GIP ECOFOR

Tél. 01 53 70 21 49 - nicolas.picard@gip-ecofor.org

Marc Fournier – adjoint à la cheffe du bureau de la gestion durable de la forêt et du bois au MASA/SDFCB

Tél. 01 49 55 51 26 – marc.founier@agriculture.gouv.fr